

tour de ville



MANIFESTATION : LA GROGNE DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Comme dans d'autres villes en France, ils étaient une petite centaine de personnes rassemblées hier à Montauban devant la préfecture à l'appel des syndicats Force Ouvrière et CGT du Tarn-et-Garonne. Leur revendication est simple : ils demandent que les 183 euros net, accordés à certains salariés du secteur sanitaire, de la fonction hospitalière et dans les EHPAD, soient également versés aux personnels travaillant dans le social, le médico-social ou encore dans l'aide à domicile. Jusqu'à présent, ils n'ont pas perçu cet argent qui serait un apport non négligeable : « Nous sommes les oubliés. On fait tous le même travail, on est dans la même boîte mais il n'y a qu'à la maison de retraite qu'ils touchent cet argent, expliquent des membres du personnel de l'APIM Lavit de Lomagne, présents cette après-midi. On reviendra tant que l'on ne l'aura pas ! » C'est aussi l'occasion de tirer la sonnette d'alarme sur des problèmes plus profonds et plus anciens : « Partout maintenant, on manque de personnel et on en demande plus à ceux qui sont là », déplore Nais, une jeune infirmière au centre hospitalier de Montauban. « Les gens s'en vont, ils quittent le secteur social. On perd le sens de notre travail. Les jeunes s'arrêtent vite quand ils se rendent compte des conditions dans lesquelles nous travaillons. Mais à présent, même les plus anciens s'en vont ! » alerte Daniel Eymard, le secrétaire du syndicat départemental de l'Action Sociale de Force Ouvrière. À 14 h 30, les représentants de Force Ouvrière du Tarn-et-Garonne ont été reçus à la préfecture, espérant pouvoir se faire entendre pour réparer cette injustice qui pèse sur des travailleurs déjà en difficultés.

Erika Lapoyre